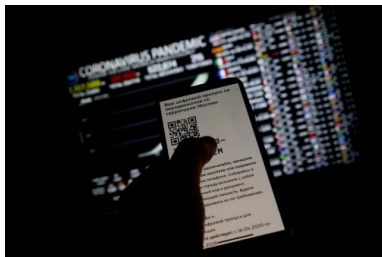


Surveiller et punir: la Russie, laboratoire de nos futurs?

PAR JULIAN COLLING
ARTICLE PUBLIÉ LE MARDI 21 AVRIL 2020

Alors que libertés et vie privée sont sur la sellette un peu partout face au Covid-19, la Russie entend bien en profiter pour définitivement s'imposer en leader de la surveillance des corps.



Les Moscovites doivent obtenir un code QR pour sortir de chez eux. © Sefa Karacan/Anadolu Agency

Moscou (Russie), de notre correspondant.— Dans la cinquième saison de la série, toujours très juste, *Le Bureau des légendes*, une scène se révèle on ne peut plus actuelle. À Moscou, deux agents du FSB scrutent les images de surveillance d'un des parcs de la ville. S'affichent alors à côté des visages des passants ou joggeurs les noms, prénoms et dates de naissance, en plus d'autres informations si besoin. Une œuvre de fiction qui, en réalité, s'aligne déjà sur le réel. Un réel aux traits forcés par l'épidémie de Covid-19.

« *Qui sera le champion de l'intelligence artificielle dominera le monde* », prédisait Vladimir Poutine en septembre 2017. Trois ans plus tard, l'appel a été entendu, dans un pays traditionnellement fort en sciences dures, peuplé de génies de l'informatique et qui cherche à diversifier son économie. Un champ en particulier a vu la Russie s'imposer récemment : celui de la reconnaissance faciale, où les algorithmes russes sont probablement **les meilleurs** au monde.

Et si ce concept fait encore se lever quelques garde-fous éthiques en Europe, la Russie ne s'embarrasse guère de ces questions. Alyona Popova, avocate féministe qui se bat aussi contre les dérives de la technique – les robots tueurs notamment –, en sait quelque chose : en avril 2018, elle était verbalisée lors d'une manifestation devant la Douma

russe. « *Les policiers sont venus me trouver dans la foule en m'appelant par mon nom patronymique, se souvient-elle. Je me suis demandé comment ils avaient eu cette info et comment ils m'avaient trouvée là.* » Elle a appris ensuite avoir été repérée grâce à la reconnaissance faciale.



Les Moscovites doivent obtenir un code QR pour sortir de chez eux. © Sefa Karacan/Anadolu Agency

En octobre dernier, après un été marqué par des manifestations d'opposition fort surveillées, elle se décidait à lancer une pétition contre cette technologie, craignant un « *fichage grandissant* » des manifestants. La Russie semble donc à nouveau vouloir s'affirmer – avec la Chine, grande sœur plus avancée – à la pointe de la future « **biopolitique** » théorisée par Michel Foucault.

Les **premiers essais** de reconnaissance faciale à Moscou coïncident avec la prédiction du président russe. D'abord dans le métro, aujourd'hui entièrement surveillé, puis lors du Mondial 2018 de football. Quelque deux cents personnes sur liste noire sont ainsi interceptées aux abords des stades. Sur les 180 000 caméras que compte la capitale russe, plus de 100 000 sont désormais reliées à cette technologie.

Une start-up russe d'intelligence artificielle, créée en 2015, a eu du flair et en a particulièrement tiré parti : **Ntechlab**. Rapidement, elle remporte une flopée de concours internationaux (vitesse, précision...) « *Nous garantissons un "match" en une seconde sur un milliard de visages, un taux d'erreur de 1 sur 100 millions et une grande fiabilité même avec le port d'un masque* », assure son cofondateur Artyom Koukharenko, qui propose désormais également la reconnaissance des silhouettes.

Ntechlab avait d'abord défrayé la chronique avec son produit phare **FindFace**, lancé comme application publique pour **trouver le profil** de quelqu'un sur

le réseau social VKontakte à partir d'une autre photo. En d'autres termes, la fin pure et simple de l'anonymat. Puis en promettant un obscur futur outil de « reconnaissance ethnique ». Face au tollé, ces usages ont été abandonnés et FindFace s'est réorienté à destination des entreprises et des pouvoirs publics – plus de trente pays travaillent aujourd'hui avec la firme russe. Fin 2019, elle a remporté l'appel d'offres de la mairie de Moscou pour son programme « Safe City », démarré en janvier et censé sécuriser la ville par la reconnaissance faciale. Le déploiement devient, selon la compagnie, le plus vaste système de reconnaissance en temps réel au monde.

Le Covid-19, comme dans les meilleurs scénarios dystopiques, va tomber à point nommé. Une occasion en or pour le puissant maire de Moscou Sergueï Sobianine de tester sa nouvelle technologie et en accroître les capacités. « *Coronavirus mis à part, cela sert avant tout à la sécurité : repérer des personnes recherchées, prévenir des attaques* », plaide Koukharenko. *A priori pas le profil d'Alyona Popova. « Nous ne sommes pas responsables de l'usage qui en est fait par les clients. Mais l'éthique nous importe, il faut de la transparence chez les autorités »*, ajoute-t-il benoîtement.

L'application à la surveillance du confinement ne se fait pourtant pas attendre, alors qu'aucun état d'urgence n'a été décrété. Mi-mars, les autorités annoncent déjà plus de deux cents personnes repérées et verbalisées pour avoir rompu leur quarantaine.

« *Il n'y a aucune réglementation ni transparence, tance Leonid Kovatchitch, chercheur spécialiste de la Chine. D'où viennent ces données, qui regarde ces images, les stocke ? C'est quand même extrêmement sensible, les visages ! En réalité, on crée **une nouvelle normalité** sous prétexte de lutte contre le virus, on s'introduit dans la vie privée des gens "pour leur bien". Et ils s'en accommodent.* » « *Tout cela est illégal* », insiste Alyona Popova, qui entend porter plainte devant la Cour européenne des droits de l'homme.

Dans cet état d'exception *de facto*, les pouvoirs russes ne vont pas s'arrêter là. Dans la région de Mourmansk (nord), des bracelets électroniques viennent d'être donnés aux malades. Depuis le 15 avril à Moscou, une autorisation par QR code ou SMS est nécessaire pour sortir de son domicile (depuis fin mars dans la république du Tatarstan), non sans d'énormes ratés techniques. Sergueï Sobianine avait même provoqué un tollé en annonçant une **future application** de « monitoring social » (de traçage, en fait) des personnes infectées. Il se rétractera par la suite en invoquant le sérieux suffisant des Moscovites. Les observateurs pointent plutôt la précipitation et le manque de moyens matériels.

Mais, en Russie, la *tech* est déjà partout. Dans un pays où l'on peut payer son loyer d'un simple texto, son ticket à bord d'un bus « sans contact » ou commander un masque FFP2 sur une application de livraison de nourriture, cet enchaînement effréné de mesures fait craindre une irréversible dérive. Comme **le résumait** récemment le journaliste expert des services de sécurité Andreï Soldatov : « *Le coronavirus va passer, pas la surveillance de masse. Les énormes sommes dépensées ne peuvent viser qu'à surveiller une poignée d'indisciplinés.* »

Les opérateurs téléphoniques, eux, travaillent parfois **de concert** avec les autorités, à l'instar du géant semi-étatique Yandex (le Google russe), qui a récemment mis en place **une notation** du respect du confinement en régions fondée sur... la localisation des téléphones. Quant aux données personnelles, rien ne les protège : il n'est pas rare d'en voir à la vente sur le *dark web*. « *Le Covid accélère notre rapprochement du modèle de gestion à la chinoise* », tranche Kovatchitch, qui parlait récemment dans *Novaya Gazeta* du risque d'un « *camp de concentration numérique* ». « *Regardez la notion d'Internet souverain également... Pour moi, les deux pays iront, malheureusement, de plus en plus main dans la main.* » Alyona Popova va plus loin : « *Combien de temps avant l'ingénierie et la notation sociale à la chinoise, l'analyse des émotions, des humeurs... Il faut que les gens se réveillent avant qu'il ne soit trop tard.* »

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.